

Aquarius: deux députés LREM interpellent Edouard Philippe

Par Jean-Baptiste Daoulas, publié le 06/10/2018 à 11:30 , mis à jour le 11/10/2018 à 10:52



L'Aquarius est arrivé à Marseille le jeudi 4 octobre.

[afp.com/Matthew Mirabelli](https://www.afp.com/Matthew Mirabelli)

Aina Kuric et Jean-François Mbaye demandent au Premier ministre "d'agir en faveur de ce navire".

Ils ont hésité plusieurs jours avant de se lancer, tant le sujet est sensible. Les députés LREM Aina Kuric et Jean-François Mbaye viennent d'adresser une lettre ouverte à Edouard Philippe pour lui demander "d'agir en faveur" de l'Aquarius. Le texte, que L'Express a pu consulter, sera publié sous forme de question écrite sur le site internet de l'Assemblée nationale dans quelques jours.

Bloqué administrativement à Marseille depuis que le Panama lui a retiré son pavillon, le navire affrété par Médecins sans frontières et SOS Méditerranée fait l'objet d'une campagne médiatique visant à ce qu'un pays européen lui accorde un nouveau pavillon.

"Nous souhaitons, par la présente, vous demander solennellement de nous faire connaître les intentions de la France concernant le sort de l'Aquarius, ainsi que de ses missions actuelles et à venir", écrivent Aina Kuric et Jean-François Mbaye au Premier ministre.

"Logiques mortifères du populisme"

Sans aller jusqu'à demander formellement à Edouard Philippe que la France accorde le précieux sésame à l'Aquarius, comme des personnalités de gauche le font ce samedi dans le journal *Libération*, les deux députés LREM semblent suggérer cette option. "Nous sommes persuadés qu'agir en faveur de ce navire, ne serait-ce qu'en l'autorisant à aborder les côtes françaises, constituerait un geste fort à l'adresse de l'Europe, mais également à l'endroit du reste du monde. Le geste d'une France déterminée, confiante en l'efficacité de son droit migratoire, mais surtout d'une France humaine, à rebours des logiques mortifères du populisme."

Au printemps dernier, Aina Kuric s'est fait remarquer par son vote contre la loi asile-immigration. Menacée un temps d'être exclue du groupe pour ce geste, elle a finalement été épargnée.